
Mémorandum du Président
Proposition de financement additionnel en faveur de
la
République du Kenya
Projet relatif à la commercialisation des produits de
l'élevage au Kenya

Numéro du projet: 2000002339

Cote du document: EB 2026/148/R.2

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) i)

Date: 18 août 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 46.

Questions techniques:

Matteo Marchisio

Directeur de pays
Division Afrique orientale et australe
courriel: m.marchisio@ifad.org

Charles Odhong'

Analyste technique de pays – élevage
Division production durable, marchés et
infrastructures courriel: c.odhong@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	3
D. Coût, avantages et financement	4
III. Gestion des risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
D. Soutenabilité de la dette	11
IV. Exécution	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Cadre organisationnel	11
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	12
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	13
V. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Matteo Marchisio
Responsable technique:	Charles Odhong'
Responsable des finances:	John Zigi
Spécialiste climat et environnement:	Sankari Reddy
Juriste:	Pauni Obregon

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Kenya
Organisme d'exécution:	Département d'État pour le développement de l'élevage
Coût total du projet:	144,89 millions d'USD
Montant du prêt initial 1 du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	27,4 millions d'USD (équivalent environ à 23,105 millions d'EUR)
Conditions du financement initial 1 du FIDA:	Mixtes
Montant du prêt initial 2 du FIDA [Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	27,4 millions d'USD (équivalent environ à 23,105 millions d'EUR)
Conditions du financement initial 2 du FIDA:	Particulièrement favorables
Montant du prêt additionnel du FIDA (SAFP):	54,776 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, assorti d'une commission de service de 0,75% et d'un taux d'intérêt de 1,25% par an en DTS (ajustements pour les prêts en monnaie unique)
Cofinanceurs:	Institutions financières participantes accordant des lignes de crédit aux participants au projet
Montant du cofinancement:	4,55 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Lignes de crédit
Contribution de l'emprunteur:	18,9 millions d'USD
Contribution des participants au projet:	11,85 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	22,9 millions d'USD
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique):	23,266 millions d'USD (dont 1,646 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Le Conseil d'administration a approuvé le Projet relatif à la commercialisation des produits de l'élevage au Kenya (KeLCoP) le 18 septembre 2020¹. L'accord de financement entre le FIDA et le Gouvernement de la République du Kenya a été signé et est entré en vigueur le 5 mars 2021. Dès le départ, la satisfaction des conditions préalables au premier décaissement a pris du retard, largement imputables à la lenteur de la mise en place de l'unité de gestion et de coordination du projet. Le coût total du projet est estimé à 93,5 millions d'USD sur une période d'exécution de six ans. Le projet est financé par: i) un prêt du FIDA de 54,8 millions d'USD au titre du cycle du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11); ii) une contribution de l'État de 18,97 millions d'USD, sous forme de taxes et de droits, de contributions en nature et de contributions en espèces; iii) un don de Heifer International de 3,39 millions d'USD (qui représente aujourd'hui un déficit de financement, car le Gouvernement a retiré Heifer International du projet); iv) des lignes de crédit accordées aux participants au projet par les institutions financières participantes d'un montant de 4,55 millions d'USD; v) des contributions des participants au projet totalisant 11,85 millions d'USD (en espèces et en nature). La date d'achèvement initiale du projet est le 31 mars 2027 et sa date de clôture du financement, le 30 septembre 2027.
2. Le projet est exécuté dans 10 comtés (Elgeyo Marakwet, Baringo, Marsabit, Samburu, Busia, Bungoma, Kakamega, Siaya, Nakuru et Trans Nzoia), à raison de quatre municipalités par comté, soit un total de 40 municipalités pour un objectif de 110 000 ménages ciblés. Le Département d'État pour le développement de l'élevage du Ministère de l'agriculture et du développement de l'élevage est l'organisme d'exécution principal et a délégué la coordination et la gestion quotidiennes du projet à l'unité de gestion et de coordination du projet située à Nakuru. L'examen à mi-parcours a été réalisé entre le 5 et le 23 mai 2025.
3. En avril 2026, le Gouvernement a demandé un financement additionnel de 54,776 millions d'USD et un allongement de quatre ans de la période d'exécution du projet. Le financement additionnel proposé se ferait sous forme de prêts à des conditions mixtes au titre du SAFP pour FIDA13 et aurait pour objectifs de combler le déficit de financement créé par le retrait de Heifer International du projet et de reproduire, de renforcer et d'étendre les interventions couronnées de succès dans les comtés participants.

B. Description du projet initial

4. L'objectif du projet en matière de développement est d'améliorer les revenus ruraux des ménages d'éleveurs et pastoraux ruraux pauvres, en augmentant leur production et leur valeur ajoutée et en renforçant leur accès aux marchés et leur résilience face aux risques économiques et climatiques. Le projet comporte trois composantes : i) l'amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques, qui vise à collaborer avec les différents acteurs pour mettre en place un système global et autonome d'amélioration de la production pour le petit bétail ciblé; ii) l'appui au développement des marchés de produits animaux, qui cherche à améliorer la commercialisation et la rentabilité des filières de l'élevage de petits ruminants, de l'aviculture et de l'apiculture grâce à la création de valeur ajoutée et à un meilleur accès au marché; iii) la gestion et coordination du projet, qui a pour double objectif de a) créer un environnement propice à l'exécution du projet par un soutien à l'élaboration de politiques et un renforcement des institutions et b) fournir des services d'appui au projet. Les effets directs escomptés sont i) augmentation des capacités de production des populations

¹ EB 2020/130/R.22

rurales pauvres; ii) renforcement de la viabilité environnementale et amélioration de la résilience aux changements climatiques des activités économiques des populations rurales pauvres; iii) accroissement des avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché; iv) amélioration de la prestation de services grâce à un renforcement des institutions publiques et rurales et du contexte réglementaire, au profit des activités de projet.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

5. Depuis le début du projet, le projet a assuré une robuste empreinte opérationnelle dans les dix comtés participants par un soutien aux groupes de producteurs, un renforcement des infrastructures de marché, le déploiement des services de vulgarisation numérique et la création de nouvelles voies de commercialisation dans les filières de produits de base cibles. L'exécution du projet a jusqu'à présent posé des bases solides propices à la réalisation de son but et de son objectif de développement. La performance de l'exécution a constamment obtenu une note « plutôt satisfaisante » ou supérieure, compte tenu des résultats particulièrement bons du projet dans la mobilisation communautaire, le repérage des points d'entrée dans les filières, l'appropriation par les comtés et l'intégration de pratiques d'élevage climato-compatibles. Cependant, en raison du déficit de financement existant, il s'avère difficile de mettre en œuvre efficacement les activités envisagées devant contribuer de manière durable au programme de commercialisation. Ce déficit de financement s'explique par: i) le non-respect par Heifer International de son engagement de cofinancement; ii) la sous-estimation des coûts de nombreuses activités lors de la conception initiale. Ce manque réduit la capacité du projet à rendre pleinement opérationnelles ses voies de commercialisation et de renforcement de la filière à l'échelle souhaitée. Ainsi, bien que le projet présente une forte adoption communautaire et des gains avérés en début de projet sur le plan de la commercialisation, des contraintes structurelles persistent et nécessitent un ensemble de mesures d'appui plus poussées et plus cohérentes. Parmi ces contraintes figurent une structuration inadéquate des liens producteurs-marché, une capacité de production animale inégale d'un comté à l'autre, une participation limitée du secteur privé à la fois au niveau des marchés des intrants et des débouchés, et une vulnérabilité face aux chocs liés au climat ou aux marchés qui continuent de miner la productivité des petits exploitants et la fiabilité du marché. Ce financement additionnel contribuera donc à consolider les gains réalisés dans le cadre du financement initial tout en répondant à la demande croissante de soutien ciblé à la commercialisation des produits du bétail.
6. Le financement additionnel sera également utilisé pour développer les grandes activités couronnées de succès, notamment la mise en place de points d'eau, en particulier dans les comtés présentant des zones arides et semi-arides, et les programmes d'amélioration des races. Par ailleurs, ce financement élargira la portée du projet, que ce soit en lui permettant d'atteindre davantage de ménages dans les municipalités initialement ciblées ou d'inclure de nouvelles municipalités.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - ☒ axé sur les jeunes;
 - ☒ porteur de transformations en matière de genre;

8. Lors de sa conception, le projet a été validé comme projet promouvant les quatre thématiques transversales ci-dessus. Ces thématiques prioritaires sont reprises dans le cadre du financement additionnel.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

9. Le nombre de comtés restera le même dans le cadre du financement additionnel que dans celui du financement initial (voir section I.A). En revanche, le nombre de municipalités devrait passer de 40 à au moins 50. La sélection des nouvelles municipalités reposera sur une approche stratégique par groupes en vue d'améliorer la commercialisation, le développement des filières ainsi que l'accès aux marchés et aux services essentiels, tout en restant guidée par les indicateurs de pauvreté et de vulnérabilité, l'exigence d'inclusion des populations marginalisées et mal desservies ainsi que par les possibilités d'intégration des ménages dans des filières viables. Le nombre exact de nouvelles municipalités dépendra de l'équilibre entre la nécessité d'allouer suffisamment de ressources pour fournir un ensemble cohérent de mesures en faveur de la commercialisation et l'objectif de transposer à plus grande échelle les interventions couronnées de succès dans davantage de municipalités.
10. S'agissant de la portée du projet, et compte tenu du nombre plus élevé de municipalités, le financement additionnel augmentera la cible de 50 000 ménages, portant ainsi le total à 160 000 ménages. Le ciblage au sein des municipalités reposera sur une approche structurée centrée sur les « ménages smart » – à savoir des ménages ruraux vulnérables susceptibles de passer à des systèmes de production commercialement viables. Ces ménages recevront un soutien sous différentes formes: accès à des intrants subventionnés (y compris au moyen de bons électroniques), participation à des groupes de producteurs et à des coopératives, possibilités d'emploi et de prestation de services à l'échelle des filières et parcours de progression vers le développement d'entreprises. Une attention particulière sera portée au renforcement de l'inclusion des personnes handicapées, grâce à une amélioration du suivi et de la communication de données dans le cadre de résultats.

C. Composantes, résultats et activités

11. La structure du projet restera la même en ce qui concerne les composantes et les effets directs initialement définis, tels que décrits à la section I B. La conception du financement additionnel a permis de déterminer les activités qui seront soutenues par composante. Pour la composante 1 (Amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques), le financement additionnel s'inscrira dans le prolongement de l'appui existant et garantira la mise à disposition en temps opportun des intrants nécessaires pour soutenir le programme d'amélioration de la productivité des petits élevages ciblés afin de répondre aux exigences de qualité et de quantité requises pour la commercialisation.
12. Pour la composante 2 (Appui au développement des marchés de produits animaux), l'accent sera mis sur la consolidation et sur la transposition à plus grande échelle du programme de commercialisation. Cela se fera en forgeant des partenariats mutuellement bénéfiques avec le secteur privé, ainsi que des liens de marché en amont et en aval. Cela impliquera également l'adoption du système de bons électroniques comme mécanisme de distribution des intrants aux participants au projet cibles et d'autres dispositifs numériques porteurs de gains d'efficacité; la construction ou l'extension d'infrastructures marchandes et d'abattoirs; et l'appui au financement de nouvelles entreprises prêtes à entrer sur le marché dans le cadre du mécanisme de dons de contrepartie. Ces interventions s'accompagneront d'un renforcement des capacités. Dans ce contexte, les plateformes multipartites, qui ont déjà été établies dans tous les comtés participants, joueront un rôle essentiel. Le financement additionnel donnera donc la priorité à leur mise en œuvre opérationnelle et à leur consolidation institutionnelle, en renforçant leur

gouvernance, leurs partenariats et leurs liens avec le marché afin qu'elles deviennent des plateformes autonomes, ancrées dans les systèmes des comtés et portées par la participation du secteur privé.

13. Le projet fera activement participer les acteurs du secteur privé dans les domaines de l'approvisionnement en intrants, de la transformation, de la finance et des services numériques, avec le soutien de mécanismes de facilitation spécifiques mis en place dans le cadre du financement additionnel.
14. Pour la composante 3 (Gestion et coordination du projet), l'accent sera mis sur la mise en place d'un environnement propice à l'enracinement des objectifs de commercialisation du projet pendant et après la mise en œuvre. Les interventions s'appuieront sur les progrès réalisés dans le cadre du financement initial, et consisteront à accompagner la finalisation, la mise en place et l'exécution, ou encore l'élaboration de la réglementation du secteur, y compris les projets de lois concernés.

D. Coût, avantages et financement

Coût du projet

15. Les dépenses ordinaires et d'investissement cumulées, pour le financement initial et le financement additionnel, sont estimées à 144,89 millions d'USD. Le montant de l'allocation du FIDA au titre du financement additionnel est de 54,776 millions d'USD, ce qui porte le financement total du FIDA (prêt initial et financement additionnel) à 109,5 millions d'USD, comme résumé au tableau 1.
16. Les composantes 1, 2 et 3 relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant additionnel total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 23,266 millions d'USD, dont 1,646 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel (en milliers d'USD)

	<i>Financement initial^a</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
FIDA	54 750	54 776	109 526
Gouvernement (taxes et droits)	12 579	-	12 579
Gouvernement (contributions en nature)	4 925	-	4 925
Gouvernement (contributions en espèces)	1 463	-	1 463
Participants au projet (contributions en nature)	9 261	-	9 261
Participants au projet (contributions en espèces)	2 586	-	2 586
Institutions financières participantes	4 550	-	4 550
Heifer International ^b	3 386	(3 386) ^c	-
Total	93 502	54 776	144 890

^a Voir les tableaux 1 et 2 du document EB 2020/130/R.22 pour une ventilation détaillée.

^b Le financement de Heifer International de 3,386 millions d'USD n'a pas été mobilisé.

^c Le cofinancement qui n'a pas été mobilisé n'est pas soustrait du total.

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et sous-composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques				
1. Intégration des ménages vulnérables dans les filières	7 060	100	7 060	13
2. Amélioration des races	19 183	100	19 183	35
3. Systèmes de production résilients face aux aléas climatiques	2 775	100	2 775	5
4. Amélioration de la santé animale	1 117	100	1 117	2
5. Services de vulgarisation numérique	497	100	497	1
2. Appui au développement des marchés de produits animaux				
1. Infrastructures de marché et développement des capacités	6 686	100	6 686	12
2. Développement de filières inclusives	9 195	100	9 195	17
3. Systèmes d'information de gestion des filières	133	100	133	0,2
3. Unité de gestion et de coordination du projet				
1. Appui en faveur du Gouvernement (institutions publiques et élaboration des politiques)	1 556	100	1 556	3
2. Dépenses d'accompagnement	4 047	100	4 047	7
3. Gestion des connaissances et apprentissage	2 528	100	2 528	5
Total	54 776	100	54 776	100

Tableau 3

Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
Dépenses d'investissement				
A. Travaux de génie civil	19 581	100	19 581	36
B. Équipement, biens et véhicules	7 499	100	7 499	14
C. Assistance technique	16 532	100	16 532	30
D. Dons et subventions	5 834	100	5 834	11
Total des dépenses d'investissement	49 446	100	49 446	90
Dépenses ordinaires				
A. Salaires, traitements et indemnités	5 291	100	5 291	10
B. Frais de fonctionnement	38	100	38	0,1
Total des dépenses ordinaires	5 330	100	5 330	10
Total	54 776	100	54 776	100

Tableau 4

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Année 7		Année 8		Année 9		Année 10		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Amélioration de la production du petit élevage intelligent face aux aléas climatiques	4 820	6	11 895	14	13 918	17	12 329	15	7 749	9	1 187	1	11 487	14	10 178	12	6 099	7	2 868	3	82 529	57
2. Appui au développement des marchés de produits animaux	178	0,5	3 243	8	7 795	20	7 263	19	3 681	9	968	2	9 651	25	3 560	9	1 481	4	1 323	3	39 141	27
3. Unité de gestion et de coordination du projet	4 629	20	1 714	7	2 436	10	1 821	8	1 857	8	2 634	11	2 888	12	1 998	9	1 787	8	1 458	6	23 221	16
Total	9 627	7	16 852	12	24 148	17	21 412	15	13 287	9	4 789	3	24 026	17	15 735	11	9 366	6	5 648	4	144 891	100

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

17. Le projet est financé par différentes sources. Le financement initial du FIDA s'élève à 54,75 millions d'USD, auquel s'ajoute un financement additionnel anticipé de 54,78 millions d'USD. Le financement fourni par le Gouvernement est estimé à 18,97 millions d'USD, comprenant à la fois des contributions en espèces et en nature.
18. La contribution des participants a été initialement chiffrée à 11,85 millions d'USD (en espèces et en nature). Selon les projections, le financement apporté par les institutions financières participantes et par Heifer International représentait 7,9 millions d'USD (respectivement 4,55 millions d'USD et 3,39 millions d'USD). Aucun décaissement n'a été effectué à ce jour dans le cadre de ces accords financiers. Des informations seront communiquées sur la contribution des institutions financières participantes une fois que leur travail auprès des participants aura commencé. Les 3,39 millions d'USD qui devaient être versés par Heifer International seront couverts par le financement additionnel. En ce qui concerne les participants, le projet nécessite d'établir un cadre structuré pour définir, mesurer, suivre et déclarer leurs contributions en nature. Ainsi, le financement additionnel ne vient pas seulement combler ces déficits avérés de financement, il rend aussi l'environnement plus propice à la concrétisation du cofinancement national et privé durant la période d'exécution prolongée.

Décaissement

19. Les modalités de décaissement du financement additionnel seront les mêmes que celles approuvées lors de la conception du projet. Les fonds continueront d'être décaissés conformément à l'accord de financement existant et aux procédures de décaissement du FIDA applicables.
20. Les arrangements relatifs aux flux financiers du financement initial resteront inchangés. Le financement additionnel du FIDA transitera par le compte désigné et le compte d'exploitation déjà ouverts auprès de la Banque centrale du Kenya pour le projet. Les décaissements seront fonction des rapports financiers intermédiaires trimestriels, qui devront être communiqués au FIDA dans les 30 jours suivant la fin de chaque trimestre.

Résumé des avantages et analyse économique

21. L'analyse économique et financière a été actualisée de façon à tenir compte des points suivants: i) les prix du marché actuels pour les intrants et les produits; ii) l'évolution des rendements agricoles depuis le lancement du projet; iii) les coûts réels encourus par le projet et les coûts prévus pour la période restante d'exécution du projet; iv) les avantages supplémentaires attribuables au financement additionnel. Cette mise à jour reflète également les résultats effectifs du cadre logique et les réalisations qui devraient être obtenues d'ici l'achèvement du projet.
22. Malgré les résultats positifs de l'analyse économique et financière, le nouveau taux de rentabilité économique s'élève à 26%, pourcentage inférieur à celui envisagé au moment de la conception et lors de l'examen à mi-parcours (29% et 28% respectivement), principalement en raison d'une conjugaison de facteurs: retards d'exécution, livraison incomplète des kits d'intrants et réalisation plus lente des avantages, notamment dans le développement du marché, l'inclusion financière et les voies de commercialisation. De plus, la faible participation du secteur privé et les retards dans l'opérationnalisation d'instruments clés (comme les dons de contrepartie et bons numériques) ont eu un effet négatif sur le rythme et l'efficacité de la génération d'avantages.

Stratégie de retrait et pérennisation

23. La pérennité du projet repose sur les gains de productivité, la commercialisation des produits d'exploitations d'élevage, un meilleur accès au marché, la mobilisation du secteur privé et l'appropriation institutionnelle. Les activités spécifiques mises en œuvre pour assurer la continuité du flux d'avantages portent notamment sur: i) le système de formation-action pour l'égalité femmes-hommes et le mentorat d'entreprise; ii) l'augmentation du nombre de foyers ayant accès au marché, qui passerait de 333 à 11 000 environ; iii) les dispositions législatives encadrant le marché au bétail au niveau des comtés, qui fixent les modalités de cogestion et le partage des recettes entre les comtés et les associations de commercialisation du bétail; iv) la résilience climatique intégrée à travers la mise en œuvre d'un plan de gestion environnementale et sociale, de plans de gestion climatique, de plans d'action communautaires, de formations à l'adaptation et à l'atténuation, et de mesures de protection des bassins versants. Les risques restants ont été recensés et le financement additionnel permettra d'y faire face en rendant opérationnelles les plateformes multipartites au niveau des comtés, en renforçant les liens avec le secteur privé grâce à un ou une spécialiste des filières, en établissant la version finale des dispositions législatives encadrant le marché au bétail et des politiques applicables aux terres de parcours, en développant les services de conseil et d'assurance numériques et en consolidant le soutien apporté aux groupes sur le plan de l'accès au marché et du financement. La stratégie de retrait est axée sur l'intégration institutionnelle au sein du Ministère de l'agriculture et du développement de l'élevage, l'appropriation par les comtés, la gouvernance des marchés communautaires, les liens avec le secteur privé, la transformation des groupes commerciaux en coopératives et le maintien des prestataires de services jeunes et de la coordination des plateformes multipartites. Pour garantir et accroître les gains générés par le projet, l'appui fourni au titre du financement additionnel doit aussi passer par des plans de retrait négociés avec les parties prenantes (y compris les éleveurs de reproducteurs d'élite) et renforcer les plateformes multipartites, les programmes reposant sur les races d'élite et les groupes d'entreprises qui favoriseront la commercialisation et la réplication à long terme.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

24. Comme le montre la matrice intégrée des risques de projet, les principaux domaines de risque portent notamment sur le contexte national, le contexte environnemental et climatique, la capacité institutionnelle en matière de mise en œuvre et de pérennisation, les stratégies et politiques sectorielles et la gestion financière du projet. Dans le cas des autres domaines, le risque est généralement considéré comme modéré, voire faible.
25. Les risques les plus importants associés au financement additionnel qui pourraient avoir des incidences sur l'exécution, ainsi que la réalisation et la pérennité des effets directs en matière de développement, sont les suivants:
- i) **Fragilité et sécurité.** Ce domaine concerne particulièrement certains comtés. Les menaces qui pèsent sur la sécurité, telles que les affrontements ethniques, les conflits sociaux et les attentats terroristes, demeurent un risque inhérent. Pour atténuer ce risque, le projet n'est pas exécuté dans les comtés que l'on sait touchés par le terrorisme. Dans un ou deux comtés présentant des zones arides et semi-arides, il existe un risque de querelles tribales de faible intensité. Des efforts concertés ont été déployés pour sélectionner des municipalités où le projet pourrait être exécuté dans de bonnes conditions de sécurité, et les mesures de sécurité nécessaires sont respectées. Les mêmes approches s'appliqueront lors de la détermination des nouvelles municipalités dans le cadre du financement additionnel.

- ii) **Gouvernance.** Les autorités des comtés continuent de disposer de ressources limitées et ont réduit leurs effectifs. Elles manquent de fonds et de main-d'œuvre pour s'acquitter de leurs mandats, y compris pour ce qui est de l'élevage. À titre de mesure d'atténuation, le projet fournit un appui aux comtés pour renforcer leurs capacités en matière de planification stratégique et d'exécution, et pour moderniser des activités de vulgarisation et de diffusion d'informations sur les marchés grâce au déploiement de technologies numériques et de modèles de vulgarisation numérique. Le projet facilite également les liens avec le secteur privé et encourage les investissements du secteur privé.
- iii) **Budgétisation du projet.** Les budgets du projet sont suffisamment détaillés, mais l'absorption budgétaire reste faible en raison des retards dans le lancement des passations de marché par les services utilisateurs et de l'approbation tardive de la proposition de loi sur les allocations supplémentaires aux collectivités locales des comtés. Ces risques seront atténués en facilitant les démarches des services utilisateurs pour engager les passations de marché au début de l'exercice financier. S'agissant de la proposition de loi sur les allocations supplémentaires aux collectivités locales des comtés, des réformes sont en cours et devraient réduire les goulets d'étranglement législatifs, augmenter les taux d'absorption et améliorer l'efficacité globale de l'exécution du projet dans les différents comtés.
- iv) **Vulnérabilité du projet aux effets des changements climatiques.** Certaines zones d'exécution du projet sont de plus en plus exposées à la variabilité du climat ou à des phénomènes climatiques extrêmes, qui ont des effets négatifs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la productivité agricole, l'accès aux marchés, les filières, les infrastructures ou la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, qui se traduisent par une plus grande vulnérabilité ou une détérioration des moyens d'existence et des écosystèmes des populations cibles. Les mesures d'atténuation comprennent l'application des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC), d'un cadre de gestion environnementale, sociale et climatique et d'une analyse approfondie des risques climatiques. Des plans d'action communautaires pour l'adaptation au niveau du comté seront également mis en place afin de limiter autant que possible les risques.

B. Catégorie environnementale et sociale

- 26. Le projet a été classé dans la catégorie B au regard des PESEC de 2017. En application des directives relatives aux PESEC de 2021, le financement additionnel a fait l'objet d'un examen critique et son risque environnemental et social a été jugé « modéré »; il concorde toujours avec un profil de catégorie B. Le financement additionnel permet de reproduire à plus grande échelle des activités, par exemple celles qui concernent les infrastructures hydrauliques communautaires (trous de forage, bassins, protection des sources, abreuvoirs et réseaux d'irrigation), la réhabilitation des terres de parcours et les programmes d'appui pour le fourrage. Ces activités sont susceptibles de générer des risques environnementaux et sociaux modérés et localisés, tels que des nuisances liées à la construction, l'érosion ou la sédimentation, des perturbations localisées des habitats, des risques liés à la pollution et aux déchets, ainsi que des risques pour la santé et la sécurité des communautés autour des chantiers et des points d'eau et associés à la gestion des déchets et du ruissellement liés à l'élevage.
- 27. La note d'examen des PESEC et le cadre de gestion environnementale, sociale et climatique ont cependant été mis à jour, sur la base de la version 2021 des PESEC, afin de garantir que ces risques fassent l'objet d'un examen critique et soient évités lorsque cela est possible et atténués à des niveaux acceptables grâce à: i) des critères clairs d'admissibilité, d'exclusion et de localisation; ii) des mesures classiques de bonnes pratiques dans le secteur de la construction en matière de

gestion environnementale; iii) un renforcement des mesures de santé et de sécurité communautaires applicables aux travaux et aux points d'eau en service; iv) une amélioration des pratiques de gestion des déchets et des eaux de ruissellement du bétail intégrées au soutien aux groupes de producteurs; v) la prévention des espèces envahissantes par une sélection adaptée des espèces et le respect de l'hygiène sur les sites; vi) un renforcement des clauses, de la supervision et de l'établissement de rapport en matière environnementale, sociale, de santé et de sécurité concernant les prestataires et les communautés; vii) une évaluation de l'impact environnemental et social spécifique au site et des procédures de gestion environnementale, sociale et climatique ainsi que des plans d'inclusion sociale; viii) des initiatives d'inclusion élargies seront menées, notamment des plans d'action pour les peuples autochtones et des mesures liées au consentement préalable, libre et éclairé.

28. Parmi les impacts positifs figurent un meilleur accès à l'eau et aux services qui soutiennent les moyens d'existence, ainsi qu'une gestion renforcée des ressources naturelles. La majorité des risques négatifs devraient être localisés, en particulier dans les comtés arides, tels que Marsabit et Samburu, et concentrés autour des sites d'infrastructures et des systèmes de production pastoraux. Les principaux risques comprennent: i) l'érosion des sols et risques liés à la qualité de l'eau aux points d'eau; ii) la perturbation localisée de la biodiversité et les interactions potentielles entre l'homme et la faune sauvage à proximité des points d'eau; iii) la gestion disparate des déchets et pollution localisée dans les systèmes d'élevage; iv) des risques sociaux tels que des tensions liées à l'accès aux ressources et à la gouvernance, l'accaparement par les élites et le travail, ainsi que risques de harcèlement sexuel et d'exploitation et d'atteintes sexuelles, s'ils ne sont pas gérés de manière proactive.
29. La note d'examen des PESEC, le cadre de gestion environnementale, sociale et climatique, le plan de gestion intégrée des organismes nuisibles et l'évaluation de la vulnérabilité climatique ont été révisés afin de garantir une pleine conformité avec les directives relatives aux PESEC de 2021 et de tenir compte du périmètre du financement additionnel, des notations « modéré » pour le risque environnemental et social et « substantiel » pour le risque climatique, ainsi que des mesures d'adaptation requises. Les documents suivants seront élaborés selon que de besoin:
 - procédures de gestion environnementale, sociale et climatique spécifiques à un site;
 - plan d'action pour les peuples autochtones et procédures de consentement préalable, libre et éclairé;
 - plan de gestion durable des terres de parcours.

C. Classement au regard des risques climatiques

30. Le projet initial avait été classé comme présentant un risque climatique élevé. Cependant, après des études plus poussées, il est désormais considéré comme substantiel. Des visites sur le terrain à Marsabit et à Samburu ont confirmé la persistance d'une sécheresse prolongée et, dans la municipalité de Maikona dans le North Horr, la forte salinité de l'eau restreint déjà la consommation d'eau des ménages et la production maraîchère. Le financement additionnel reste fortement exposé, car il accroît les investissements liés à l'eau ainsi que les mesures concernant les parcours et les pâturages, qui sont sensibles à la sécheresse, à la chaleur extrême et aux fortes précipitations. S'ils ne sont pas à l'épreuve des changements climatiques, ces investissements pourraient accroître la vulnérabilité en concentrant le bétail et les populations autour des points d'eau et en accentuant la pression sur des parcours fragiles.

31. Pour y remédier, le financement additionnel renforce l'adaptation climatique grâce à des normes de conception climato-résilientes pour les infrastructures hydrauliques et de marché, à des systèmes fourragers et d'alimentation animale résistants à la sécheresse, à une gouvernance et une gestion améliorées des parcours, à des services d'information climatique, à des systèmes d'alerte précoce et à une diversification vers des espèces d'élevage et des filières plus résilientes face à la chaleur et à la sécheresse.
32. Une analyse approfondie des risques climatiques a été réalisée à l'occasion du financement initial, et l'évaluation des risques et de la vulnérabilité climatiques sera mise à jour pour le financement additionnel. Cela permettra de s'assurer que chaque investissement dans le domaine de l'eau porte sur un site adéquat et conçu pour faire face aux sécheresses et aux ruissellements importants, y compris par la maîtrise pratique des sédiments, là où cela est nécessaire. Le projet mettra également en place des mesures de gestion des pâturages et des terres de parcours visant à prévenir l'accumulation de tensions autour des nouveaux points d'eau et fournira des indicateurs permettant de suivre les résultats en matière de résilience.

D. Soutenabilité de la dette

33. D'après la dernière analyse de la viabilité de la dette réalisée conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, le Kenya présente un risque de surendettement « élevé », bien que sa dette publique reste soutenable. La dynamique de la dette s'est détériorée en raison de la baisse des recettes et des exportations et d'une sensibilité croissante aux chocs. Le Kenya a fait appel aux marchés internationaux en février 2024 pour gérer ses liquidités en amont de l'échéance de ses euro-obligations en juin 2024. Les perspectives de la dette sont tributaires d'une amélioration des politiques et du maintien du soutien multilatéral. Les pressions continues sur le service de la dette soulignent la nécessité d'une gestion budgétaire prudente et d'un rééquilibrage des finances publiques.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

34. Aucun changement n'a été apporté aux objectifs et aux effets directs initiaux du projet.
35. Le financement additionnel est en totale adéquation avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, ainsi qu'avec le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2020-2027 visant à renforcer les filières ciblées et à garantir que les ruraux pauvres puissent y participer et en tirer profit, à l'aide d'approches résilientes face aux changements climatiques, inclusives et favorables aux pauvres, de nature à accroître le potentiel de production du Kenya dans l'intérêt des générations à venir. Les objectifs stratégiques du COSOP sont les suivants:
 - i) améliorer la gestion communautaire durable des ressources naturelles dans le souci de l'égalité des sexes et de manière à mieux résister aux aléas climatiques;
 - ii) améliorer l'accès à des actifs, techniques et services permettant de gagner en productivité;
 - iii) renforcer durablement l'accès à des techniques améliorées après production et aux marchés.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

36. Les modalités d'exécution du projet seront adaptées de sorte à permettre la gestion du projet élargi, notamment par l'ajout des équipes d'appui technique. En outre, la structure de gestion sera étoffée afin d'accroître l'efficacité, l'intégration et l'efficacité globale de l'exécution. Parmi les axes d'amélioration répertoriés figurent: a) renforcer le suivi, structurer les processus d'examen et clarifier les moyens de reddition de comptes pour faciliter l'exécution des

interventions; b) limiter autant que possible les transferts d'agents engagés au titre du projet dans un comté, car ces transferts ont tendance à nuire à la continuité des activités et à ralentir la dynamique existante; c) créer des comités de gestion des terres de parcours dans les comtés présentant des terres arides ou semi-arides pour guider la planification communautaire des terres de parcours, favoriser les systèmes de pâturage contrôlé et promouvoir une gestion durable des terres, et consolider ces comités.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

37. Les modalités de gestion financière relatives au financement initial seront conservées pour le financement additionnel. L'unité de gestion et de coordination du projet dispose des ressources humaines requises pour la gestion financière et les modalités de gestion financière du projet ont été jugées « satisfaisantes » lors de l'examen à mi-parcours. Quant aux contrôles internes des dépenses et de la gestion de trésorerie, ils ont été considérés comme suffisants.
38. **Passation des marchés.** La passation de marchés au titre du projet se déroule dans un cadre décentralisé aligné sur la structure de gouvernance déconcentrée du Kenya, l'unité de gestion et de coordination du projet étant responsable du contrôle des passations de marchés au niveau national et les comtés exécutant les marchés au niveau local et dans le respect des seuils de demande de cotations. Le financement additionnel sera soumis aux mêmes modalités. Cela étant, on s'attend à une augmentation significative du volume des marchés passés en matière de biens, de travaux, de services et de financement sous forme de dons, y compris du fait de l'élargissement du projet à d'autres municipalités. En conséquence, la mise en œuvre dans le cadre de ce financement supplémentaire se traduira par une amélioration des stratégies d'agrégation, une clarification des matrices de seuil, un renforcement des contrôles de gestion des marchés et des mesures de développement des capacités afin d'assurer l'efficacité et l'efficacé du processus.
39. **Gouvernance.** L'exécution du projet continuera de bénéficier de l'expérience et des capacités acquises par les équipes de projet au fil des ans au niveau des comtés et de l'ensemble du pays. Le comité de pilotage multisectoriel du projet, qui a été très actif dans l'exercice de sa fonction de contrôle, assurera ses missions de supervision et de conseil stratégiques comme par le passé. Les modalités de gouvernance du projet, qui ont encadré son exécution lors de la conception initiale, seront maintenues durant la phase d'exécution du financement additionnel.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

40. **Suivi-évaluation.** Le projet dispose d'un système complet de suivi-évaluation ancré dans un plan de suivi-évaluation, reposant sur des capacités à plusieurs niveaux administratifs et étayé par un système informatisé de gestion des données. Cependant, le système est actuellement limité sur le plan du suivi de la performance et du couplage des cibles et des résultats. Dans le cadre de cette phase de financement additionnel, le système sera renforcé grâce à l'actualisation du plan de suivi-évaluation de façon à mettre l'accent sur le suivi des résultats, le déploiement d'outils de suivi de la performance et la réalisation d'enquêtes annuelles sur les effets directs et les études thématiques. Par conséquent, des ressources supplémentaires ont été allouées à la supervision du travail sur le terrain, à la mise à niveau du système informatisé de gestion et à son rattachement avec des plateformes numériques (vulgarisation numérique, conseil climatique, bons électroniques, commercialisation en ligne), à la simplification des outils de profilage des bénéficiaires, à l'amélioration des contrôles de qualité des données, à la promotion du suivi communautaire participatif au moyen de registres agricoles et à la formation des comités de gestion des infrastructures et des terres de parcours.

41. **Gestion des connaissances, apprentissage et communication stratégique.**
Le projet dispose d'un système fonctionnel de gestion des connaissances régi par une stratégie et un plan de gestion des connaissances. Les activités de gestion des connaissances sont budgétisées et correctement mises en œuvre. Les exemples de réussite sont consignés et diffusés au moyen des canaux multimédias utilisés par le projet. Les manifestations menées dans le cadre du projet sont bien documentées et communiquées à des niveaux stratégiques dans les comités bénéficiaires et au niveau national. Cependant, le système de gestion des connaissances présente des insuffisances dans le domaine de l'innovation malgré un soutien budgétaire spécifique aux innovations ciblant les jeunes. De plus, ses liens avec le système de suivi-évaluation sont ténus, ce qui se traduit par un apprentissage et une promotion de politiques limités. Lors de la phase de financement additionnel, les axes suivants seront étayés afin de renforcer le système de gestion des connaissances et sa pertinence dans la diffusion des réalisations du projet et l'amélioration du processus d'apprentissage en recueillant et en diffusant les enseignements tirés: a) renforcer le suivi des mesures de gestion des connaissances; b) élaborer et diffuser des supports de connaissances; c) accroître l'accent mis sur l'apprentissage; d) consolider les activités de promotion des principales politiques qui augmenteraient l'impact du projet; e) développer l'utilisation de plateformes numériques dans le projet. Améliorer la gestion des connaissances appuierait la planification fondée sur des données factuelles, favoriserait la reproduction des approches qui ont fait leurs preuves et permettrait au projet de contribuer plus efficacement au débat national sur le développement et la commercialisation de l'élevage.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

42. L'accord de financement sera modifié pour refléter le montant de la contribution qui sera apporté par le FIDA, conformément aux éléments relatifs au coût figurant dans le tableau 2 et selon les allocations par catégorie présentées dans le tableau 3. Les dates d'achèvement et de clôture seront reportées de 48 mois. Heifer International sera exclu du plan de financement du projet en tant que cofinancier, étant donné que sa contribution n'a pas été obtenue comme anticipé lors de la conception du financement initial. Aucune autre modification ne sera apportée à l'accord de financement.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

43. L'octroi à l'emprunteur/réципиентаire du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République du Kenya et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
44. La République du Kenya est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
45. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

46. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Kenya un prêt à des conditions mixtes d'un montant de cinquante-quatre millions sept cent soixante-seize mille dollars des États-Unis (54 776 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				AF Target	Final revised End Target	Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Midterm	Original Target			Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1.b Estimated corresponding total number of households members						PMCU MIS quarterly reports	Annually	PMCU	Project initiates its activities on expected timelines, and all approvals and implementation arrangements are in place
	Household members - Number of people		148500	495000	225000	720000				
	1.a Corresponding number of households reached						PMCU MIS quarterly reports	Annually	PMCU	
	Households - Households		33000	110000	50000	160000				
	1 Persons reached by project-supported activities						PMCU MIS quarterly reports	Annually	PMCU	
	Males - Males		15000	50000	22750	72750				
	Females - Females		18000	60000	27250	87250				
Project Goal Contribute to the Government's agriculture transformation Agenda of increasing rural small-scale farmers' incomes, food and nutrition security	Increase in income of the targeted households						Third Party household surveys, poverty/gender studies	Baseline, Midline & End Line	PMCU	Households' incomes increase due to increased production/productivity and better market access / Continued political and economic stability
	Percentage - Percentage (%)	0	25	35	35	35				
Development Objective: Increase incomes of 160,000 poor livestock and pastoralist HHs, especially youth and women, in an environmentally friendly manner, in selected project areas of the 10 participating counties.	Beneficiary households reporting increase in income						Baseline asset survey, mid & end line survey	Baseline, mid-term & completion		Poor rural people are willing to adopt innovative technologies. Private sector engaged in the project implementation through SMEs. Both local and regional markets remain stable
	Percentage - Percentage (%)	0	20	60	60	60				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment						Surveys by the project baseline/ mid-term/ completion	Baseline, mid-term & completion	PMCU	
	Total persons - Percentage (%)		10	25	25	25				
	Total persons - Number of people		3300	27500	12500	40000				
	Females - Percentage (%)		6	15	15	15				
	Females - Females		1800	15000	1875	16875				
	Males - Percentage (%)		4	10	10	10				
	Males - Males		1500	12500	1250	13750				
Outcome1: Enhanced poor rural people's production capacities	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices						Project baseline/ mid-term /completion Surveys	Baseline, mid-term & completion	PMCU	Financial sources will be available to the households to enhance adoption. Poor rural people are willing to adopt innovative
	Total number of household members - Number of people	74250	103500	346500	63000	409500				
	Households - Percentage (%)	15	21	70	70	70				

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions		
	Name	Baseline	Midterm	Original Target	AF Target	Final revised End Target	Source	Frequency		Responsibility	
	Households - Households	16500	23000	77000	14000	91000				technologies. Households willing to increase consumption of other sources of foods/Community customs facilitate women empowerment	
	1.2.4 Households reporting an increase in production							Project baseline/ mid-term /completion Surveys	Baseline, mid-term & completion		PMCU
	Total number of household members - Number of people	0	99000	297000	37800	334800					
	Households - Percentage (%)	0	20	60	60	60					
	Households - Households	0	22000	66000	8400	74400					
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)							Surveys by the project baseline/ mid-term /completion	Baseline, mid-term & completion		PMCU
	Women (%) - Percentage (%)	4.76	30	50	50	50					
	Women (number) - Females		18000	30000	2457	32457					
	Households (%) - Percentage (%)		37	63	63	63					
	Households (number) - Households		40700	69300	4914	74214					
	Household members - Number of people		183150	311850	22113	333963					
Output 1.2: Improve access to agricultural technologies and production services.	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages							PMCU records	Annual	PMCU	Poor rural people are willing to adopt innovative technologies Availability of improved breeds
	Males - Males	460	6900	23000	9200	32200					
	Females - Females	540	8100	27000	10800	37800					
	Young - Young people		4500	15000	6000	21000					
	Total rural producers - Number of people	1000	15000	50000	20000	70000					
Output1.3: Improve access to inclusive financial services	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services							PMCU records	Annual	PMCU	Financial service providers are available to support project engagement with FIs. Farmers and other value chain actors are willing to take up financial services from banks
	Women in rural areas accessing financial services - savings - Females		810	1959	0	1959					
	Young people in rural areas accessing financial services - savings - Young people		450	1088	0	1088					
	Men in rural areas accessing financial services - savings - Males		690	1668	0	1668					
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males		690	1668	0	1668					
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females		810	1959	0	1959					
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Young people		450	1088	0	1088					
	Total persons accessing financial services - savings - Number of people	250	1500	3627	0	3627					

Results Hierarchy	Indicators				AF Target	Final revised End Target	Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Midterm	Original Target			Source	Frequency	Responsibility	
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	250	1500	3627	0	3627				
	Volume of credit advanced to project beneficiaries by the financial institutions						PMCU records	Annual	PMCU	
	Amount - Money (USD' 000)		2400	9400	0	9400				
Output1.4: Improve nutrition of vulnerable households	1.1.8 Persons provided with targeted support to improve their nutrition						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Total persons participating - Number of people		11550	38500	7800	46300				
	Males - Males		5313	17710	3588	21298				
	Females - Females		6237	20790	4212	25002				
	Households - Households		11550	38500	7800	46300				
	Household members benefited - Number of people		51975	173250	35100	208350				
	Young - Young people		3465	11550	2340	13890				
Outcome 2: Strengthen the environmental sustainability and climate resilience of poor rural people's economic activities.	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices						Outcome surveys	Baseline, mid-term & completion	PMCU	Communities are willing to adopt environmentally sustainable and climate resilient technologies and practices such as rangeland governance
	Total number of household members - Number of people	24750	123750	297000	8100	305100				
	Households - Percentage (%)	5	25	60	60	60				
	Households - Households	5500	27500	66000	1800	67800				
Output2.1: Improved rangeland management and access to water infrastructures	Households accessing water infrastructure						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Number - Number		10000	20000	30000	50000				
	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Total size of groups - Number of people		1250	5000	3000	8000				
	Groups supported - Groups	15	50	200	120	320				
	Males - Males		575	2300	1380	3680				
	Females - Females		675	2700	1620	4320				
	Young - Young people		375	1500	900	2400				
	Rangeland under improved governance						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Hectares - Area (ha)		1000	3000	6000	9000				
Outcome 3: Enhanced poor rural people's benefit from market participation	2.2.1 Beneficiaries with new jobs/employment opportunities						Outcome surveys at county level / Integrated Development Plans (IDPs)	Baseline, mid-term & completion	PMCU	County governments are willing to partner with project to improve market infrastructure. County Governments' tax regimes are facilitative and incentivize local traders to use market infrastructure
	Job owner - men - Males		460	1380	460	1840				
	New jobs - Jobs		1000	3000	1000	4000				
	Job owner - women - Females		540	1620	540	2160				
	Job owner - young - Young people		300	900	300	1200				
	Job owner - not young - Number		1000	3000	600	3600				
	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit								PMCU	

Results Hierarchy	Indicators						Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Midterm	Original Target	AF Target	Final revised End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	Number of enterprises - Enterprises		15	30	864	894	Outcome surveys at county level / IDPs	Baseline, mid-term & completion		
	Percentage of enterprises - Percentage (%)		10	60	60	60				
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities						Outcome surveys at county level / IDPs	Baseline, mid-term & completion	PMCU	
	Households reporting improved physical access to markets - Households	333	5000	11666	4000	15666				
	Households reporting improved physical access to processing facilities - Households	333	5000	11666	1600	13266				
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households	333	5000	11666	0	11666				
	Livestock offtake rate in programme targeted counties increased									
	Off take rate increase - Percentage	0	0	0	25	25	Outcome surveys	Baseline, mid-term & completion	PMCU	
Output 3.1: Improved livestock market infrastructure	2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated						PMCU Records County IDPs	Annual	PMCU	County governments are willing to partner with project to improve market infrastructure Recipients of matching grants invest in processing and storage facilities
	Total number of facilities - Facilities	10	50	150	28	178				
	Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities		15	45	20	65				
	Processing facilities constructed/rehabilitated - Facilities		20	60	8	68				
	Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities		15	45	0	45				
Output 3.2: Improved access to e-marketing services	Farmer groups registered in the database and participating in the MSPs						PMCU Records County IDPs	Annual	PMCU	Value chains actors are willing to work together through platforms and to create market linkages
	Number - Number	500	1500	3000	400	3400				
	Private sector actors participating in the MSPs (disaggregated per value chain and role in the supply chain)						PMCU Records County IDPs	Annual	PMCU	
	Number - Number	100	250	500	300	800				
	Market linkages created						PMCU Records County IDPs	Annual	PMCU	
Output 3.3: Diversified rural enterprises and employment opportunities	2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management						PMCU Records County IDPs	Annual	PMCU	Value chain Actor demand for training exist / Entrepreneurs are willing to
	Males - Males	230	2300	5060	0	5060				

Results Hierarchy	Indicators				AF Target	Final revised End Target	Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Midterm	Original Target			Source	Frequency	Responsibility	
	Females - Females	270	2700	5940	0	5940				able to access business development services
	Young - Young people	150	1500	3300	0	3300				
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number of people	500	5000	11000	0	11000				
	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Rural enterprises - Enterprises	1000	2000	8000	500	8500	County IDPs			
Outcome 4: Service delivery by stronger government and rural institutions and policy environment for project activities improved	Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policymakers for approval, ratification or amendment						Outcome surveys	Baseline, mid-term & completion	PMCU	Provisions are made for review, formulation and ratification of relevant policies /Political environment is supportive of policy reviews, formulation and amendments
	Number - Number	10	2	4	0	4				
Output 4.1: Develop Livestock Masterplan, regulations and strategies for livestock at the county level	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Number - Knowledge Products	1	2	4	0	4	County IDPs			
Output 4.2: Capacity of government and community institutions enhanced	Supported Government and community Institutions						PMCU Records	Annual	PMCU	
	Number of institutions				320	320	County IDPs			

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A
Financial cash Flow Models

FINANCIAL ANALYSIS	PRODUCTION								
	Models incremental income (KES)					Youth and Women Group model's incremental benefits (KES)			Water Infrastructure
	Farm Year	Dairy goat	Sheep	Improved indigenous chicken	Annual Grass/hay	Beekeeping + candles production	Meat goats	Buck station	Water infrastructure
	PY1	-232,655	55,913	-38,477	-2,132	-12,106	-231,912	-150,047	-116,042,400,000
	PY2	28,753	73,022	15,336	4,450	556,178	29,618	12,695	16,390,700,800
	PY3	40,739	87,415	35,096	6,314	1,477,049	41,436	173,087	16,390,700,800
	PY4	51,172	96,170	35,096	7,506	1,949,589	51,245	137,448	16,390,700,800
	PY5	51,172	96,170	35,096	7,964	2,626,716	51,245	183,663	16,390,700,800
	PY6	51,172	96,170	24,513	8,177	2,654,087	51,245	183,872	16,390,700,800
	PY7	51,172	96,170	35,096	8,177	2,645,513	51,245	138,182	16,390,700,800
	PY8	51,172	96,170	35,096	7,506	2,526,287	51,245	184,029	16,390,700,800
	PY9	51,172	96,170	35,096	7,964	2,648,549	51,245	184,056	16,390,700,800
	PY10	51,172	96,170	35,096	8,177	2,621,604	51,245	138,274	16,390,700,800
NPV (KES)		93,224	202,945	162,763	44,787	13,795,772	95,411	764,786	972,544,507
NPV (USD)		717.1	1,561	1,252	345	106,121	734	5,883	7,481,112
IRR		19%	28%	46%	240%	48%	19%	69%	N/A
B/C Ratio		1.2	1.5	1.1	5.1	3.7	1.2	1.3	1.0

Table B
Project costs and Logical Framework Targets

PROJECT COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME						
TOTAL PROJECT COSTS (in million US\$)			145			
Beneficiaries	720,000 people	4.5	Households	160,000		
Cost per beneficiary	201 USD x person		906 US\$ x HH		Adoption rates	70%
Components and Cost (US\$ million)						
A. Climate-Smart Production enhancement for small livestock				83	57.0%	
B. Support to Livestock Market Development				39	27.0%	
C. Project Management and Coordination Unit Support				23	16.0%	

Table C
Main Assumptions and Shadow Prices

MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES ¹						
Financial		Output	Price (in LC)		Input Prices	Price (in LC)
	Dairy Goat	7,988	Eggs	16	Chicken feed (kg)	55
	Meat Goat	6,390	One-day old chick	107	Vaccines (per bird)	3
	Goat milk (lt)	160	6 weeks old chick	266	Incubators with solar panel (1000 eggs)	63,900
	Improved ind. chicken	692	Crude Honey (kg)	533	Beehive	5,325
	Local chicken	373	Semi-processed honey	533	Rural wage	373
	Rooster	746	Hay/annual grass (kg)	25	In kid doe	45,795
			Candle (unit)	53	Housing structure (shed)	15,975
	Official Exchange rate (OER)			130.00	Discount rate (opportunity cost of capital)	12.5%
Economic	Shadow Exchange rate (SER)			141.84	Social Discount rate	9.8%
	Standard Conversion Factor			1.09	Output conversion factor	1.36
	Labour Conversion factor			0.91	Input Conversion factor	0.93

Table D
Beneficiary Adopting Rates and Phasing

BENEFICIARIES, ADOPTION RATES AND PHASING											Adoption rates	
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total	70%
Dairy goat	-	96	339	1,183	500	600	750	750	540	41	4,800	
Adjusted (adoption rate)	-	67	238	828	350	420	525	525	378	29	3,360	
Meat goat	-	96	339	1,183	500	600	750	750	540	41	4,800	
Adjusted (adoption rate)	-	67	238	828	350	420	525	525	378	29	3,360	
Sheep	-	96	339	1,183	500	600	750	750	540	41	4,800	
Adjusted (adoption rate)	-	67	238	828	350	420	525	525	378	29	3,360	
Improved chicken	-	2,880	10,183	35,504	15,000	18,000	22,500	22,500	16,200	1,233	144,000	
Adjusted (adoption rate)	-	2,016	7,128	24,853	10,500	12,600	15,750	15,750	11,340	863	100,800	
Beekeeping	-	32	113	394	167	200	250	250	180	14	1,600	
Adjusted (adoption rate)	-	22	79	276	117	140	175	175	126	10	1,120	
Buck station	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Pasture production	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Water infrastructure	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	
Adjusted (adoption rate)	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	
Nr of Targeted HH											160,000	
Adopting HH											112,000	

Table E
Economic Cash Flow

	Project Year	Net Incremental Benefits - KES'000										
		Dairy goat	Meat goat	Improved indigenous chicken	Beekeeping + candle production	Sheep	Boreholes with solar	Total Incr. Benefits (KES'000)	Total Project Costs	Add-back Costs Included	Net Project Costs (KES'000)	Cash Flow (KES'000)
E C O N O M I C A N A L Y S I S	PY1	-	-	-	-	-	-	-	811,604		811,604	(811,604)
	PY2	(17,675)	(17,609)	(12,178)	(18,414)	(11,205)	-	(77,081)	1,393,430		1,393,430	(1,470,511)
	PY3	(67,662)	(67,321)	(41,171)	(70,288)	(41,952)	-	(288,393)	1,997,455		1,997,455	(2,285,848)
	PY4	(257,446)	(256,057)	(145,393)	(228,790)	(158,401)	-	(1,046,087)	1,760,979		1,760,979	(2,807,066)
	PY5	(64,357)	(62,448)	89,841	145,573	(21,165)	(179,304)	(91,860)	1,085,163		1,085,163	(1,177,022)
	PY6	(211,975)	(209,283)	97,307	677,824	(106,692)	(157,869)	89,312	393,690		393,690	(304,378)
	PY7	(393,369)	(389,344)	86,287	1,127,625	(205,965)	(133,912)	91,322	2,430,997		2,430,997	(2,339,675)
	PY8	(348,552)	(342,552)	359,226	2,355,487	(147,412)	71,871	1,948,069	1,592,069		1,592,069	355,999
	PY9	(78,666)	(71,944)	860,953	4,287,961	57,397	76,915	5,132,615	947,695		947,695	4,184,920
	PY10	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	109,698	9,698,225	571,474		571,474	9,126,751
	PY11	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	165,178	9,753,704	217,565		217,565	9,536,139
	PY12	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	226,962	9,815,489	217,565		217,565	9,597,923
	PY13	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	258,485	9,847,011	217,565		217,565	9,629,446
	PY14	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
	PY15	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
	PY16	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
	PY17	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
	PY18	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
	PY19	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
	PY20	399,446	404,632	1,451,337	6,948,744	384,367	264,789	9,853,316	217,565		217,565	9,635,750
		NPV@ 9,8% ('000 KES)		21,068,606								
		NPV@ 9,8% ('000 USD)		148,537								
		EIRR		26.1%								

Table F
Sensitivity Analysis

Year (KES)			PY1	PY2	PY3	PY4	PY5	PY6	PY7	PY8	PY9	PY10			
Costs													ERR	NPV (KES)	NPV(USD)
Project costs			811,604	1,393,430	1,997,455	1,760,979	1,085,163	393,690	2,430,997	1,592,069	947,695	571,474			
Costs	+	10%	892,764	1,532,773	2,197,200	1,937,077	1,193,679	433,059	2,674,097	1,751,276	1,042,465	628,621			
Costs	+	20%	973,924	1,672,116	2,396,946	2,113,175	1,302,195	472,428	2,917,197	1,910,483	1,137,235	685,769			
Costs	+	50%	1,217,405	2,090,145	2,996,182	2,641,469	1,627,744	590,535	3,646,496	2,388,104	1,421,543	857,211			
Incremental net benefit															
			-	(77,081)	(288,393)	(1,046,087)	(91,860)	89,312	91,322	1,948,069	5,132,615	9,698,225			
Revenues	+	10%	-	(84,789)	(317,233)	(1,150,695)	(101,046)	98,243	100,454	2,142,875	5,645,877	10,668,047			
Revenues	+	20%	-	(92,497)	(346,072)	(1,255,304)	(110,232)	107,174	109,586	2,337,682	6,159,138	11,637,870			
Revenues	+	50%	-	(115,621)	(432,590)	(1,569,130)	(137,789)	133,967	136,983	2,922,103	7,698,923	14,547,337			
Revenues	-	-10%	-	(69,373)	(259,554)	(941,478)	(82,674)	80,380	82,190	1,753,262	4,619,354	8,728,402			
Revenues	-	-20%	-	(61,665)	(230,715)	(836,869)	(73,488)	71,449	73,058	1,558,455	4,106,092	7,758,580			
Revenues	-	-50%	-	(38,540)	(144,197)	(523,043)	(45,930)	44,656	45,661	974,034	2,566,308	4,849,112			
Delay 1 year lag				-	(77,081)	(288,393)	(1,046,087)	(91,860)	89,312	91,322	1,948,069	5,132,615			
Delay 2 year lag					-	(288,393)	(1,046,087)	(91,860)	89,312	91,322	1,948,069				
Revenues delays for 3 years						-	(77,081)	(288,393)	(1,046,087)	(91,860)	89,312	91,322			
Revenues delays for 4 years							-	(77,081)	(288,393)	(1,046,087)	(91,860)	89,312			
Net cash flow															
Base project costs			(811,604)	(1,470,511)	(2,285,848)	(2,807,066)	(1,177,022)	(304,378)	(2,339,675)	355,999	4,184,920	9,126,751	26.1%	21,068,606	148,537
Costs	+	10%	(892,764)	(1,609,854)	(2,485,594)	(2,983,164)	(1,285,539)	(343,747)	(2,582,775)	196,792	4,090,150	9,069,603	24.8%	20,200,403	142,416
Costs	+	20%	(973,924)	(1,749,197)	(2,685,339)	(3,159,262)	(1,394,055)	(383,116)	(2,825,875)	37,585	3,995,381	9,012,456	23.7%	19,332,200	136,295
Costs	+	50%	(1,217,405)	(2,167,226)	(3,284,575)	(3,687,555)	(1,719,604)	(501,223)	(3,555,174)	(440,035)	3,711,072	8,841,014	20.7%	16,727,592	117,932
Revenues	+	10%	(811,604)	(1,478,219)	(2,314,687)	(2,911,675)	(1,186,208)	(295,447)	(2,330,543)	550,806	4,698,181	10,096,573	27.4%	24,043,669	169,512
Revenues	+	20%	(811,604)	(1,485,927)	(2,343,527)	(3,016,283)	(1,195,394)	(286,516)	(2,321,411)	745,613	5,211,443	11,066,396	28.6%	27,018,733	190,487
Revenues	+	50%	(811,604)	(1,509,051)	(2,430,045)	(3,330,109)	(1,222,952)	(259,722)	(2,294,014)	1,330,034	6,751,227	13,975,863	31.6%	35,943,923	253,411
Revenues	-	-10%	(811,604)	(1,462,803)	(2,257,009)	(2,702,457)	(1,167,836)	(313,309)	(2,348,807)	161,192	3,671,658	8,156,928	24.7%	18,093,543	127,562
Revenues	-	-20%	(811,604)	(1,455,095)	(2,228,169)	(2,597,849)	(1,158,650)	(322,240)	(2,357,940)	(33,614)	3,158,397	7,187,106	23.1%	15,118,479	106,588
Revenues	-	-50%	(811,604)	(1,431,971)	(2,141,651)	(2,284,023)	(1,131,093)	(349,034)	(2,385,336)	(618,035)	1,618,612	4,277,638	16.8%	6,193,289	43,664
Revenues delay 1 year			(811,604)	(1,393,430)	(2,074,535)	(2,049,373)	(2,131,249)	(485,549)	(2,341,685)	(1,500,747)	1,000,373	4,561,141	23.0%	17,030,618	120,069
Revenues delay 2 years			(811,604)	(1,393,430)	(1,997,455)	(1,760,979)	(1,373,556)	(1,439,776)	(2,522,857)	(1,502,758)	(856,374)	1,376,595	20.4%	13,407,391	94,524
Revenues delay 3 years			(811,604)	(1,393,430)	(1,997,455)	(1,760,979)	(1,162,244)	(682,083)	(3,477,084)	(1,683,929)	(858,384)	(480,152)	17.9%	10,007,653	70,556
Revenues delay 4 years			(811,604)	(1,393,430)	(1,997,455)	(1,760,979)	(1,085,163)	(470,770)	(2,719,390)	(2,638,156)	(1,039,555)	(482,162)	15.6%	6,960,743	49,074

Updated Project Theory of Change Diagram

